



Lettre n°34 du 3 novembre 2017

Au sommaire :

- **Octobre 17, un tournant historique dans la lutte des travailleurs pour le pouvoir** - François Minvielle
- **De l'état de guerre permanent à la globalisation de la guerre, une troisième guerre mondiale est-elle possible ?** - Galia Trépère, Isabelle Ufferte

Octobre 17, un tournant historique dans la lutte des travailleurs pour le pouvoir

La révolution d'Octobre a marqué une rupture historique ouvrant une nouvelle période de l'histoire des sociétés humaines. Pour la première fois, après la tentative de la Commune de Paris, la classe ouvrière, entraînant avec elle la paysannerie pauvre, prenait le pouvoir à l'échelle d'un pays.

Sans parler de ces caricatures malveillantes qui ressassent « un coup d'Etat bolchévique, pas une révolution ! » (*Le Figaro* du 23 octobre), elle est cependant rarement présentée dans cette dimension, en expliquant d'où elle vient et ce qu'elle porte, y compris pour notre époque. Souvent, elle est montrée comme un accident de l'histoire, un enchaînement d'événements incontrôlés ou forcés par les bolcheviks. Son sens historique est déformé, caricaturé par la volonté délibérée d'établir une continuité entre elle et la barbarie du régime bureaucratique stalinien, entre Lénine et Staline. Bien des articles, y compris dans la presse anticapitaliste, remontent l'histoire à rebours, affirmant certes que le stalinisme a été une rupture contre-révolutionnaire, mais voulant d'une façon ou d'une autre trouver les germes du stalinisme dans le bolchevisme. Certains remettent en question la réalité du pouvoir des soviets. D'autres cherchent dans telle ou telle décision des bolcheviks « la » bifurcation qui a conduit vers la bureaucratisme. D'autres encore en font un objet du passé sans lien avec la période que nous vivons aujourd'hui.

A l'occasion de ce centenaire, il nous semble plus fécond de chercher à comprendre la place d'Octobre 17 dans l'histoire, la période qui a produit cette révolution, et sa portée profonde pour l'avenir. Elle a mis fin à la guerre, aboli la propriété privée de l'aristocratie terrienne et de la bourgeoisie, brisé l'appareil d'Etat, affirmé la perspective d'une révolution internationale ! Une portée si puissante qu'elle a continué à « ébranler le monde » tout au long du 20^{ème} siècle. Une portée loin d'être épuisée...

De 1789 à 1917, quand le prolétariat achève la révolution bourgeoise pour aller vers le socialisme

« Pour que se fondât un État soviétique, il a fallu le rapprochement et la pénétration mutuelle de deux facteurs de nature historique tout à fait différente : une guerre de paysans, c'est-à-dire un mouvement qui caractérise l'aube du développement bourgeois, et une insurrection prolétarienne, c'est-à-dire un mouvement qui signale le déclin de la société bourgeoise. Toute l'année 1917 se dessine là. » écrit Trotsky dans *L'histoire de la révolution russe*.

En effet, le développement capitaliste de la Russie se déroulait sous le régime d'une tyrannie aristocratique, une paysannerie largement majoritaire qui s'insurgeait en mettant le feu aux propriétés seigneuriales... Mais cette révolution n'était déjà plus une révolution bourgeoise. Le prolétariat industriel concentré dans les villes avait mené de grands mouvements de grèves. Au cours de la révolution de 1905, il venait d'inventer les soviets, des assemblées démocratiques pour diriger ses luttes.

La révolution était née « du conflit entre le développement du capitalisme et les forces de l'absolutisme rétrograde » (Trotsky, *Bilan et perspectives*, 1905) et cette contradiction en contenait une autre : comment réaliser les tâches d'une révolution bourgeoise alors que la bourgeoisie elle-même en était incapable.

La Révolution de 1789 avait ébranlé le monde entier pendant plus d'un siècle. Mais, en fonction des rapports de force, les révolutions bourgeoises avaient débouché sur des situations diverses : républiques ; compromis entre parlementarisme bourgeois et anciennes monarchies ; dictatures impériales accordant plus ou moins de pouvoir à des fractions de la bourgeoisie...

Les droits démocratiques portés par la révolution bourgeoise - droit de vote, droit d'association, de réunion, liberté de la presse, droit des femmes, droit des nationalités, abolition de l'esclavage, etc. - avaient été soumis aux

mêmes aléas des luttes de classes et il avait fallu bien des luttes populaires, plébiennes, pour les imposer, y compris aux nouveaux pouvoirs bourgeois qui une fois installés trouvaient immédiatement les réflexes de n'importe quelle classe dominante pour maintenir l'ordre.

Lors du *Printemps des peuples* de 1848, de nombreux peuples d'Europe, des classes ouvrières peu ou pas organisées, se soulevaient mais trouvaient face à elles des bourgeoisies déjà devenues conservatrices. 1848 avait marqué les premiers affrontements pour le pouvoir entre patrons et ouvriers, les deux classes majeures du capitalisme moderne, donnant vie à la perspective formulée par le *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels écrit en 1847. La question était posée de l'organisation des travailleurs pour eux-mêmes, pour leur propre pouvoir.

Dans ce 19^{ème} siècle des révolutions bourgeoises, la Russie tsariste était un des régimes les plus réactionnaires. L'aristocratie régnait en maître, la bourgeoisie lui était totalement affidée. A la fin du siècle, un courant militant, en rupture avec le populisme qui croyait pouvoir se substituer à l'action des masses par des coups d'éclat, avait trouvé dans les idées du marxisme la conviction que la classe ouvrière pourrait renverser cette tyrannie. Les grèves ouvrières de 1896 et la révolution de 1905 l'avaient pleinement confirmé : « *Notre presse «progressiste» a poussé un cri unanime d'indignation lorsque fut formulée pour la première fois [...] l'idée de la révolution ininterrompue - une idée qui rattachait la liquidation de l'absolutisme et de la féodalité à une révolution socialiste, au travers des conflits sociaux croissants, de soulèvements dans de nouvelles couches des masses, d'attaques incessantes menées par le prolétariat contre les privilèges politiques et économiques des classes dirigeantes* ». (Trotsky, *Bilan et perspectives*, 1905).

Le prolétariat a conquis son indépendance de classe à travers les affrontements avec la bourgeoisie. C'est dans la lutte pour achever la conquête des droits démocratiques qu'il a pris conscience de lui-même face à une bourgeoisie prise de peur devant « *ses propres fossoyeurs* ». Commençaient une nouvelle histoire, celle des révolutions ouvrières pour le socialisme.

Octobre 17, « *tout le pouvoir aux soviets* », une stratégie pour que les travailleurs prennent le pouvoir par eux-mêmes

Jusqu'à la Révolution de 1917, il n'y avait eu qu'un exemple, celui de la Commune de Paris de 1871 où pour la première fois, un pouvoir ouvrier avait dirigé une des plus grandes villes du monde, pendant 72 jours, avant d'être écrasé dans le sang par l'Etat bourgeois. Marx y avait trouvé des réponses concrètes à la question de la conquête du pouvoir par les travailleurs, de la forme qu'elle pouvait prendre.

C'est avec cet exemple en tête que les révolutionnaires pensaient désormais le problème de la prise du pouvoir. Comment étendre la révolution d'une ville ouvrière moderne vers les campagnes, pour empêcher la bourgeoisie d'embrigader les paysans pour réprimer la révolution.

Comment gagner l'ensemble des classes populaires à la perspective d'un pouvoir des travailleurs, si ce n'est en aidant les travailleurs à s'en convaincre eux-mêmes au travers de leur lutte de classe. C'était l'objectif que s'étaient donné les marxistes après la Commune. C'est celui que conservera Lénine pendant tout le développement de la révolution russe notamment en défendant le mot d'ordre de « *tout le pouvoir aux soviets* ».

Toni Negri, dans une conférence de septembre 2017, a voulu remettre en lumière cette stratégie de Lénine formulée en avril 1917, en rappelant qu'il s'agissait pour lui de « *construire par le bas l'ordre de la vie* » à l'opposé de tous ceux qui ont voulu faire du communisme une « *exaltation de l'Etat* », au lieu d'un mouvement pour l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. A l'opposé des caricatures qui la présentent comme une formule machiavélique pour dissimuler un projet de dictature, Negri revient sur sa portée démocratique et révolutionnaire.

Le pouvoir des soviets et des conseils dans les usines, les régiments, les campagnes, était une réalité bien tangible. Sans attendre la prise du pouvoir d'octobre, ils avaient déjà commencé à exercer leur contrôle sur la production, prendre des décisions militaires, partager des terres seigneuriales... L'histoire de 1917 fourmille d'exemples où les différents conseils s'opposent aux décisions du gouvernement bourgeois issu de la Révolution de février et imposent leurs mesures.

La portée révolutionnaire du mot d'ordre réside dans le fait que Lénine avait su voir dans ces centaines d'organisations des travailleurs le moyen par lequel la classe ouvrière et la paysannerie pauvre pourraient exercer leur pouvoir et briser l'Etat de la bourgeoisie... à condition d'en formuler l'objectif et de faire l'expérience que ce serait une nécessité vitale. Après le mois d'avril, les bolcheviks ont défendu inlassablement cette perspective, y compris quand ils étaient minoritaires dans les soviets. Mois après mois, les masses ont fait l'expérience que le pouvoir qui répondait à leurs exigences était celui des soviets, alors que celui du gouvernement provisoire continuait à envoyer des soldats à la guerre, à cautionner les spéculateurs et les pénuries, à défendre la grande propriété terrienne. Cette expérience, à travers de nombreuses crises, a permis aux bolcheviks de devenir majoritaires dans les soviets, et a rendu possible que la prise du pouvoir que Lénine et Trotsky défendaient devienne une décision du Soviet de Pétrograd. Ce soviet, pluriel et démocratique, présidé par Trotsky, a confié à son Comité militaire révolutionnaire la tâche de renverser le gouvernement provisoire, de prendre le contrôle de tous les lieux de pouvoir, ce qui a été fait dans la nuit du 7 au 8 novembre, pour remettre aussitôt le pouvoir entre les mains du 2^{ème} Congrès des soviets, représentatif de tous les soviets du pays.

Cet acte volontaire et conscient au cours duquel le pouvoir bourgeois a été brisé et remplacé par celui des soviets reste, cent ans après, insupportable pour la bourgeoisie. Ses médias en dénoncent la violence... pourtant sans commune mesure avec la barbarie impérialiste de la guerre de 14-18. Dans *L'Etat et la révolution*, écrit pendant

l'été 1917, avant la prise du pouvoir, Lénine assume pleinement, dans la continuité de Marx et Engels, que la prise du pouvoir par une classe opprimée passe forcément par un tel acte contre l'ancienne classe dominante pour briser son Etat.

La force du mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* », et surtout de sa mise en œuvre pratique, a été de permettre que cet acte soit le résultat d'une expérience collective, d'une décision démocratique, issue des masses elles-mêmes. Quoi qu'en disent ceux qui en sont gênés, ce mot d'ordre était le vecteur d'une stratégie pour la prise du pouvoir, non pas par la direction militaire d'un parti, mais bien par les organisations démocratiques des travailleurs.

Quelles conditions pour le socialisme ?

Pour expliquer la bureaucratisation de la révolution russe, beaucoup d'articles insistent sur la responsabilité du gouvernement de Lénine, par exemple au moment de la création de la Tcheka ou de la répression de Cronstadt, et relativisent le problème des conditions matérielles dans lesquelles s'est déroulée la révolution, les réduisant au rôle de simples circonstances qui n'expliqueraient pas tout. Certes, pas tout, mais l'essentiel, alors même qu'avec la guerre civile prolongeant la guerre impérialiste et isolant la révolution, le recul de la production avait plongé la population dans la misère et la famine, faisant le lit des forces bureaucratiques et de répression. Le rationnement donne toujours plus de pouvoir aux gendarmes qui contrôlent les files d'attente.

C'est pourtant bien le développement économique qui en dernier ressort conditionne le régime social, la possibilité ou pas d'aller vers le socialisme. Lénine et Trotsky en avaient fait leur préoccupation première. Dans une conférence de 1920, Lénine avait eu cette formule « *Le communisme, c'est le pouvoir des Soviets plus l'électrification de tout le pays* » (*Notre situation extérieure et intérieure et les tâches du parti*). « *Sans électrification il est impossible de perfectionner l'industrie* » explique-t-il, l'objectif du pouvoir est de « *restaurer la production détruite. Alors nous pourrons, en prenant au paysan son blé, lui donner en échange du sel, du pétrole, et tant soit peu de tissus. Sans cela, il ne peut être question de régime socialiste* ».

Cette discussion avec les militants du parti communiste russe montre à quel point la prise du pouvoir, aussi démocratique soit-elle, ne peut à elle seule résoudre les problèmes de l'instauration d'un régime socialiste. Pour collectiviser les richesses, encore faut-il que les moyens de production soient suffisamment développés pour les produire. Trotsky avait déjà formulé aussi cette idée un peu avant la révolution de 1905 : « *Les ouvriers parisiens n'exigeaient pas de miracles de la Commune, nous dit Marx. Nous non plus ne devons pas, aujourd'hui, espérer de miracles immédiats de la dictature du prolétariat. Le pouvoir de l'État n'est pas tout-puissant. Il serait absurde de croire qu'il suffise au prolétariat, pour substituer le socialisme au capitalisme, de prendre le pouvoir et de passer ensuite quelques décrets. Un système économique n'est pas le produit des mesures prises par le gouvernement. Tout ce que le prolétariat peut faire, c'est d'utiliser avec*

toute l'énergie possible le pouvoir de l'État pour faciliter et raccourcir le chemin qui conduit l'évolution économique au collectivisme. ».

Le problème de l'Etat

Au moment où les travailleurs, avec leurs soviets, sont prêts à prendre le pouvoir, Lénine a besoin de revenir sur ce qu'est un Etat comme instrument du pouvoir. Dans *L'Etat et la révolution*, il réaffirme la perspective révolutionnaire du « *dépérissement de l'Etat* ». Il reprend la théorie marxiste de l'Etat, « *bras armé* » des classes dominantes, instrument au-dessus de la population pour servir l'exploitation. Il a besoin de prolonger l'expérience de la Commune de Paris et il revient aux thèses d'Engels qui expliquent que le prolétariat devra s'emparer du pouvoir pour supprimer l'Etat bourgeois, et d'engager ainsi le dépérissement du nouvel Etat ouvrier et l'extinction de la division de la société en classes sociales. Des thèses que les réformistes de l'époque ne discutaient jamais, comme ceux d'aujourd'hui qui n'envisagent que de gagner une majorité dans l'Etat bourgeois sans jamais parler de son renversement.

Certains reprochent à Lénine de n'avoir pas exposé dans ce livre une sorte de projet de constitution, où il aurait pu définir comment seraient représentés les différents courants politiques au sein de la démocratie révolutionnaire. Effectivement... puisqu'à ce moment-là prenait forme sous ses yeux une démocratie soviétique vivante, issue des masses elles-mêmes, riche de centaines de conseils, où toutes les opinions politiques pouvaient être représentées et renouvelées sur la base d'élections très fréquentes.

Sa préoccupation était plutôt, à la lumière de la révolution en cours, de formuler comment cet objectif du « *dépérissement de l'Etat* » pouvait être atteint : créer les conditions pour que non seulement les soviets s'emparent du pouvoir, brisent l'Etat bourgeois hérité du tsarisme, mais continuent d'exister pour exercer une nouvelle forme de pouvoir, démocratique, issu des masses et lié à elles au point qu'il ne serait plus un appareil au-dessus d'elles, mais une forme nouvelle d'Etat qui préparerait sa propre disparition.

Lénine savait que si la prise du pouvoir réussissait, cette révolution serait jugée par l'histoire et qu'il fallait en affirmer clairement l'objectif pour les générations futures : « *Plus démocratique est l'Etat constitué par les ouvriers armés et qui « n'est plus un Etat au sens propre », et plus vite commence à s'éteindre tout Etat.* » écrit-il.

Octobre 17, composante et apogée d'un processus international

Dans le même texte, Lénine rappelle que le processus révolutionnaire trouve ses origines dans le développement de l'impérialisme et de la guerre : « *d'une façon générale, toute cette révolution ne peut être comprise que si on la considère comme un des maillons de la chaîne des révolutions prolétariennes socialistes provoquées par la guerre impérialiste* ». Avec la guerre, la rupture entre les révolutionnaires et les réformistes a été totale, ces derniers s'étant ralliés à leur bourgeoisie pour envoyer les

travailleurs au front. Lénine montre que le réformisme a débouché sur « *un courant de social-chauvinisme qui domine dans les partis socialistes officiels du monde entier [...] socialiste en paroles et chauvin en fait* ».

La première exigence des masses qui se sont révoltées en Russie était la paix, en finir avec la barbarie de la 1^{ère} Guerre mondiale. Loin d'être limitée à la seule Russie, la révolution s'inscrivait dans une vague de révolte internationale, touchant la plupart des pays en guerre, participant d'une évolution globale de la lutte des classes, dont l'avenir dépendait de la capacité des révolutionnaires à accélérer les évolutions des consciences pour transformer cette volonté de paix en révolte contre leur propre bourgeoisie, contre leur propre Etat.

Les travailleurs de Russie ont pu mener la révolution jusqu'à la prise du pouvoir, mais leur réussite restait indissociable de son extension au reste du monde. La mondialisation de l'économie rendait déjà impossible une survie en autarcie. Dans la même conférence de 1920, Lénine répond à ceux qui dénoncent déjà l'échec de la révolution en pointant les terribles difficultés qu'elle traverse : « *Tirer de là une preuve de la faillite du communisme, ce serait possible si nous avions promis ou rêvé de refaire le monde avec nos seules ressources. Mais notre folie n'a jamais été si grande, et nous avons toujours dit que notre révolution triompherait lorsqu'elle serait soutenue par les ouvriers de tous les pays* ».

Trotsky avait aussi formulé cette idée en 1905 « *Laissée à ses propres ressources, la classe ouvrière russe sera inévitablement écrasée par la contre-révolution dès que la paysannerie se détournera d'elle. Elle n'aura pas d'autre possibilité que de lier le sort de son pouvoir politique et par conséquent, le sort de toute la révolution russe, à celui de la révolution socialiste en Europe. [...] Tenant le pouvoir d'État entre leurs mains, les ouvriers russes, la contre-révolution dans leur dos et la réaction européenne devant eux, lanceront à leurs camarades du monde entier le vieux cri de ralliement, qui sera cette fois un appel à la lutte finale : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » (*Bilan et perspectives*). Des paroles actuelles quand bien des antilibéraux reviennent aux vieilles lunes réactionnaires du protectionnisme.

Pour gagner le soutien des travailleurs du monde entier, étendre la révolution, les dirigeants bolcheviks fondent l'Internationale communiste, dont le premier congrès se tient en mars 1919.

La révolution trahie et étranglée a continué à ébranler le monde

Ceux qui combattent la révolution cherchent à la discréditer en prétendant qu'elle aurait engendré le stalinisme. La méthode cache les véritables responsabilités de l'étouffement de la révolution, à commencer par la trahison de la social-démocratie qui organisait largement les travailleurs d'Europe. Le courant socialiste s'était rallié à la guerre de 14-18. Il avait soutenu l'intervention des troupes impérialistes contre la révolution russe pendant la guerre civile. Il avait participé à l'écrasement de la vague révolutionnaire dans les autres pays d'Europe, comme les ministres so-

cialistes qui ont réprimé dans le sang la révolution allemande.

La vague révolutionnaire était bien là, mais la mobilisation de toutes les forces bourgeoises, avec la collaboration de la social-démocratie faillie, a empêché sa réussite. Dès la prise du pouvoir, les bolcheviks ont agi en direction des dizaines de peuples opprimés par le tsarisme, affirmant leur droit à l'autodétermination, y compris en acceptant qu'ils aillent jusqu'à se séparer de la Russie révolutionnaire. La révolution ouvrière pour le communisme avait encouragé la lutte anticoloniale, partie prenante de la révolution permanente, la lutte de classe internationale contre l'impérialisme, ce qui aura des répercussions tout au long du 20^{ème} siècle. En Europe, sur le modèle des soviets, des conseils ouvriers avaient fleuri dans les révolutions allemandes de 1918-1919 et hongroises de 1919. En Italie, la classe ouvrière s'était armée et occupait les usines au cours du Biennio rosso de 1919-1920. En Chine, à Shanghai, à Canton, pendant la révolution de 1925-27, un soviets dirigea la ville.

Cette extension internationale de la révolution a été brisée, mais la bourgeoisie n'a pas réussi à détruire l'Etat ouvrier. En organisant la guerre civile, en étranglant la révolution, elle a créé les conditions de sa bureaucratisation, de la contre-révolution intérieure, sa dégénérescence, le régime stalinien, malgré la lutte politique menée dès 1923 par l'opposition de gauche autour de Trotsky, pour défendre la démocratie révolutionnaire contre la bureaucratisation. L'écrasement de toute démocratie sous ce régime aboutira à son effondrement sur lui-même, soixante-dix ans plus tard, ouvrant la voie au rétablissement du capitalisme et de ceux qui sont présentés comme les successeurs des tsars, autour de Poutine.

Malgré le stalinisme et sa théorie réactionnaire du « *socialisme dans un seul pays* », durant tout le 20^{ème} siècle, la révolution a poursuivi son œuvre à l'échelle du monde.

Pendant les années 1930, alors que la crise de 1929 a plongé l'économie mondiale dans la récession, renforçant les courants fascistes et préparant la marche vers une nouvelle guerre mondiale, les classes ouvrières des pays impérialistes et des pays colonisés se sont révoltées en même temps, par des grèves avec occupation en 1936 en France et aux USA, la révolution en Espagne, des soulèvements et révoltes dans le Maghreb et le monde arabe.

A ce moment-là, la révolution semble pouvoir l'emporter en Europe et Trotsky espère qu'elle provoquera une révolte contre la bureaucratie stalinienne en URSS. Il écrit « *Plus que jamais, les destinées de la révolution d'Octobre sont aujourd'hui liées à celles de l'Europe et du monde. Les problèmes de l'U.R.S.S. se résolvent dans la péninsule ibérique, en France, en Belgique. Au moment où ce livre paraîtra, la situation sera probablement beaucoup plus claire qu'en ces jours de guerre civile sous Madrid. Si la bureaucratie soviétique réussit, avec sa perfide politique des « fronts populaires », à assurer la victoire de la réaction en France et en Espagne — et l'Internationale communiste fait tout ce qu'elle peut dans ce sens — l'U.R.S.S. se trouvera au bord de l'abîme et la contre-révolution*

bourgeoise y sera à l'ordre du jour plutôt que le soulèvement des ouvriers contre la bureaucratie. Si, au contraire, malgré le sabotage des réformistes et des chefs « communistes », le prolétariat d'Occident se fraie la route vers le pouvoir, un nouveau chapitre s'ouvrira dans l'histoire de l'U.R.S.S. La première victoire révolutionnaire en Europe fera aux masses soviétiques l'effet d'un choc électrique, les réveillera, relèvera leur esprit d'indépendance, ranimera les traditions de 1905 et 1917, affaiblira les positions de la bureaucratie et n'aura pas moins d'importance pour la IVe Internationale que n'en eut pour la IIIe la victoire de la révolution d'Octobre. Pour le premier Etat ouvrier, pour l'avenir du socialisme, pas de salut si ce n'est dans cette voie. » (La Révolution trahie, 1936). Mais la bureaucratie stalinienne pèsera de tout son poids pour mettre un coup d'arrêt à la grève générale de juin 36 en France, faire échouer la révolution en Espagne, désarmant les travailleurs d'Europe, seule force qui aurait pu empêcher la marche vers la guerre.

Après la Seconde guerre mondiale, les révoltes dans les pays du bloc soviétique, ont été menées par des classes ouvrières revendiquant un socialisme démocratique, « contre le socialisme de marché », « contre la bourgeoisie rouge », comme les grèves en Allemagne en 1953, ou la révolution en Hongrie en 1956 au cours de laquelle la classe ouvrière s'organise avec des conseils ouvriers dans les usines.

Au sein de l'immense vague des révolutions anticoloniales, de nombreux courants se réclamaient du socialisme ou du communisme, des millions de paysans et d'ouvriers espéraient trouver un soutien de l'URSS... qui, elle, déterminait sa politique en fonction de ses seuls intérêts diplomatiques du moment. Le plus souvent, elle rejetait les classes populaires dans les bras des dirigeants nationalistes ou les laissait s'emparer du drapeau du communisme pour mieux assurer leur pouvoir.

Et si ces révoltes ont su gagner souvent la sympathie et la solidarité de la jeunesse et de la classe ouvrière des pays impérialistes, comme en 1968, elles n'ont pas pu trouver, à une large échelle, le chemin d'une lutte menée ensemble avec des objectifs communs. Ces révolutions et ces luttes étaient trop encadrées d'un côté par un stalinisme et les courants nationalistes hostiles à toute révolution, et d'un autre par un syndicalisme qui négociait pour une fraction d'entre elles les retombées de la croissance économique.

Ces révoltes et ces révolutions ont provoqué des crises profondes au sein du mouvement ouvrier et des remises en cause du stalinisme. Mais ce dernier, usurpant les acquis de la révolution, revendiquant la victoire contre le nazisme, jouant le rôle de l'opposant officiel à l'impérialisme pendant la Guerre froide, a pu maintenir son pouvoir et mettre au pas les partis communistes du monde. S'appuyant sur la puissance d'un Etat parmi les plus répressifs, l'appareil stalinien avait les moyens de faire taire ses opposants, d'écraser ceux qui ne cédaient pas, comme il l'a fait avec Trotsky assassiné en 1940 pour avoir fondé la 4^{ème} internationale et continué à défendre la perspective d'une révolution démocratique et internationaliste.

L'actualité de la révolution face à la mondialisation libérale et impérialiste

Depuis l'effondrement de l'URSS en 1991, une nouvelle période s'est ouverte, marquée par la domination d'un capital mondialisé et par le recul, voire l'effondrement, des vieilles organisations du mouvement ouvrier, qu'elles soient syndicales, héritières de la social-démocratie ou issues de la 3^{ème} internationale. Les conditions à travers lesquelles s'est forgé le mouvement trotskyste appartiennent au passé, mais les idées, la démarche politique qu'il a fait vivre et qu'il nous a transmises peuvent manifester aujourd'hui leur fécondité.

La globalisation du capitalisme a accentué davantage encore ses contradictions entre l'appropriation privée des richesses et une production socialisée à l'échelle internationale. Les crises à répétition du système financier et les crises environnementales posent de façon urgente le problème d'une « gouvernance » mondiale. Les bourgeoisies qui gardent une base nationale, liées à leurs Etats, sont des forces réactionnaires incapables de résoudre ce problème. L'offensive du capital contre les travailleurs est de plus en plus brutale et provoque des luttes qui peuvent s'étendre rapidement. La trainée de poudre des révolutions du monde arabe en 2011 montre à quel point l'histoire peut s'accélérer, basculer suite à un événement que personne n'avait prévu. La révolution en permanence continue d'être une réalité bien vivante.

Cette situation, loin de renvoyer la Révolution de 1917 au passé, donne un nouvel éclairage à sa portée historique, nous appelant à rediscuter, pour nos tâches d'aujourd'hui, des pas de géant qu'elle a su accomplir : un pouvoir issu des organisations démocratiques que la classe ouvrière avait construit pour elle-même ; l'abolition de la propriété privée capitaliste ; le renversement d'un Etat au service de la bourgeoisie ; une révolution ouvrière portant la perspective d'une révolution internationale pour le socialisme et le communisme.

« La Révolution d'octobre a jeté les bases d'une nouvelle culture conçue pour servir à tous, et c'est précisément pourquoi elle a pris tout de suite une importance internationale. Même si, par l'effet de circonstances défavorables et sous les coups de l'ennemi, le régime soviétique - admettons-le pour une minute - se trouvait provisoirement renversé, l'ineffaçable marque de l'insurrection d'octobre resterait tout de même sur toute l'évolution ultérieure de l'humanité.

Le langage des nations civilisées a nettement marqué deux époques dans le développement de la Russie. Si la culture instituée par la noblesse a introduit dans le langage universel des barbarismes tels que tsar, pogrome, nagaïka. Octobre a internationalisé des mots comme bolchevik, soviét et piatiletka [la planification]. Cela suffit à justifier la Révolution Proletarienne, si d'ailleurs, on estime qu'elle ait besoin de justification. » Trotsky, Histoire de la révolution russe.

François Minvielle

De l'état de guerre permanent à la globalisation de la guerre, une troisième guerre mondiale est-elle possible ?

La crise coréenne a refait surgir ces derniers mois l'hypothèse d'une guerre nucléaire. Le 8 août dernier, Trump promettait à la Corée du Nord « *le feu et la fureur comme le monde n'en a jamais connu jusque-là* » et, du haut même de la tribune des Nations-Unies le 19 septembre, il menaçait de « *détruire complètement la Corée du Nord* » si le territoire américain ou celui de ses alliés étaient attaqués comme Kim Jong Un, le dictateur de la Corée du Nord, venait d'en agiter la menace après avoir revendiqué la maîtrise de l'arme nucléaire et effectué plusieurs lancements de missiles.

Les provocations et rodomontades de Kim Jong Un, les menaces de Trump de rayer le pays de la carte, leurs agressions verbales réciproques sont révélatrices de la gravité des tensions militaristes entre les deux Etats et laissent imaginer ce qu'il pourrait advenir si ces derniers perdaient la maîtrise du bras de fer qu'ils ont engagé. L'hypothèse est loin d'être absurde.

La crise coréenne rappelle que le monde, dont une grande partie, au Moyen-Orient et en Afrique, est déjà ravagée par la guerre, n'est pas à l'abri d'une conflagration dont on ne peut connaître les répercussions en chaîne.

Les raisons de cette crise ne tiennent pas seulement à la folie d'individus, des Trump et Kim Jong Un, il faut aller plus loin, au fond des choses, elles tiennent aux relations entre les Etats eux-mêmes, aux conflits d'intérêts qui les opposent, à la logique de rivalités dans un monde en crise dominé par le leadership des Etats-Unis fragilisé par l'émergence de puissances rivales comme la Chine.

Dans *De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis*, Noam Chomsky citait un document secret du Haut commandement stratégique, datant de 1995. « *Ce document*, précisait-il, *propose que les Etats-Unis exploitent leur potentiel nucléaire pour donner l'image d'un Etat « irrationnel et vindicatif dès lors que ses intérêts vitaux sont menacés* ». [...] « *Le fait que certains éléments* » du gouvernement américain « *puissent sembler potentiellement « incontrôlables* » peut permettre de créer et d'implanter la crainte et le doute dans l'esprit de dirigeants ennemis ». La stratégie de Trump participe de cette imprévisibilité menaçante.

La Corée du Nord a redoublé ses efforts pour se doter de l'arme nucléaire depuis que Bush, en 2002, l'a décriée « *état voyou* » en même temps que l'Irak et l'Iran. En décembre de la même année, alors que se préparait la guerre contre l'Irak, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Rumsfeld l'avait ainsi menacée : « *Nous sommes capables de mener deux conflits régionaux majeurs simultanément. Nous pouvons remporter une victoire décisive dans l'un des deux et vaincre rapidement notre ennemi dans l'autre, il n'y a aucun doute là-dessus* ».

La crise coréenne actuelle s'inscrit dans le tournant de la mondialisation libérale et impérialiste après la crise de

2007-2008, marqué par une accentuation de l'offensive des multinationales et de leurs Etats contre les travailleurs et les peuples, l'écrasement des peuples du Moyen-Orient, pris en étau entre les pouvoirs en place, les bandes armées des intégristes islamistes, les armées des grandes puissances ou des puissances régionales, la montée des tensions militaristes et des politiques sécuritaires partout ailleurs. La politique des Etats-Unis dans cette crise est dictée par les intérêts de l'impérialisme états-unien, soucieux de renforcer ses possibilités d'intervention face à la Chine.

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage* », cette phrase de Jaurès terriblement vérifiée par l'hécatombe des guerres du XX^{ème} siècle garde toute son actualité du fait du maintien d'un système sénile et pourrissant, de la domination de la bourgeoisie et la faiblesse politique du mouvement ouvrier.

De la guerre de Corée en 1950 à la menace d'un conflit nucléaire, la politique des USA contre les peuples

Instruits par l'irruption de la révolution en Europe et en Russie au décours de la première guerre mondiale, les vainqueurs de la deuxième firent tout pour se prémunir contre ce risque. Dès la fin de l'année 1943, à la conférence de Téhéran, puis en février 1945 à Yalta, Roosevelt, Churchill et Staline décidèrent d'occuper et de partager toutes les régions du monde où la défaite de l'Allemagne et du Japon laissait un vide étatique. Par ailleurs, les populations allemandes et japonaises furent écrasées sous des déluges de bombes plusieurs mois durant, massacres de masse couronnés par l'emploi de la bombe atomique en août 1945 au Japon. Mais les Alliés vainqueurs ne purent empêcher les peuples des empires coloniaux, France, Grande Bretagne, de se révolter en masse, partout réprimés, souvent à travers des guerres atroces comme en Indochine et en Algérie. Ladite « guerre de Corée » en 1950 est un épisode de ces révolutions coloniales sur le continent asiatique, plus exactement l'intervention de l'impérialisme états-unien pour l'écraser.

La Corée avait été occupée pendant 40 ans par le Japon et à Yalta il avait été décidé qu'elle serait sous administration conjointe (USA, Grande Bretagne, URSS, Chine) pendant 20 ou 30 ans avant de pouvoir accéder à l'indépendance. Mais l'armée « soviétique » ayant avancé, par le nord, très rapidement en Corée après l'explosion des bombes atomiques à Hiroshima et Nagasaki, les Etats-Unis décidèrent unilatéralement et en toute hâte, le 11 août 1945, le partage du pays en deux territoires, l'un au nord du 38^{ème} parallèle, sous influence soviétique, l'autre au sud qu'ils occupèrent peu après.

Or la défaite du Japon fut suivie dans toute la Corée d'un soulèvement populaire qui prétendait à l'indépendance immédiate. Dans la zone sud, les Etats-Unis firent interve-

nir leurs troupes, rétablirent les autorités coréennes qui avaient sévi sous l'occupation japonaise et installèrent un gouvernement à leurs bottes, réactionnaire et dictatorial, celui de Syngman Rhee.

La mainmise sur la Corée du Sud devint d'autant plus cruciale pour eux qu'en octobre 1949, la révolution chinoise l'emportait contre le dictateur Tchang Kaï-chek qu'ils soutenaient. Encouragées, les armées de la Corée du Nord franchirent le 38^{ème} parallèle le 25 juin 1950. Les USA obtinrent immédiatement un mandat de l'ONU pour des sanctions économiques et une intervention occidentale. En septembre 1950, les troupes US repoussèrent les armées nord coréennes, ouvrant la voie à Séoul et dans toute la Corée du Sud à une répression terrible par le gouvernement de Syngman Rhee. Le président des USA, Truman, ordonna à ses armées de franchir le 38^{ème} parallèle mais lorsque celles-ci, en novembre, approchèrent de la frontière chinoise, elles se heurtèrent à 200 000 soldats chinois. Truman n'osa pas aller jusqu'au conflit ouvert et fit revenir ses troupes au sud du 38^{ème} parallèle. C'est pendant cet épisode que le général Mac Arthur menaça de lancer une bombe atomique sur la Chine.

Le conflit s'enlisa dans une guerre de tranchées qui dura trois ans jusqu'à la signature d'un armistice en juillet 1953 -qui laissait la frontière inchangée- sans qu'aucun traité de paix ne soit signé par la suite.

On estime à 1 million le nombre de morts causées par cette guerre dont la crise actuelle est une résurgence mais dans un contexte complètement nouveau, un monde reconfiguré par la deuxième mondialisation capitaliste, l'effondrement de l'URSS et la montée en puissance de la Chine.

Mondialisation et impérialisme

« *Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations* ». Dès 1847 dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels soulignaient le lien entre production marchande, naissance du capitalisme et mondialisation. Un demi-siècle plus tard, les bourgeoisies européennes, poussées par les besoins de débouchés pour leurs marchandises, de matières premières pour leurs industries et d'esclaves à exploiter, s'étaient partagé le monde. C'était aussi pour elles, confrontées à une croissance fulgurante du mouvement ouvrier, un moyen de régler la question sociale, dégager des surprofits pour en distribuer des miettes à une partie de leur classe ouvrière, les bases matérielles du réformisme.

Les puissances européennes, « *chiens attachés à la même chaîne* » disait Trotsky dans *Europe et Amérique*, ont plongé le monde dans deux guerres mondiales. L'Allemagne, venue plus tard que ses rivales à la table du festin colonial, remit en cause le partage du monde dont bénéficiaient la Grande Bretagne et la France. Cette première guerre mondiale déboucha sur une vague révolutionnaire qui, vaincue et brisée par la contre-révolution bourgeoise, puis la réaction fasciste et stalinienne, ne put empêcher la

deuxième, temps barbare de la lutte pour le repartage du monde. Puis ce furent trente ans de guerres et de révolutions, le soulèvement des peuples coloniaux.

Les États-Unis, dont la suprématie avait émergé de l'effondrement des vieilles puissances coloniales européennes, étaient encore auréolés d'une image de pays moderne et de champions de la démocratie contre les fascismes allemand et japonais. L'épouvantail que constituait alors l'URSS, où la bureaucratie stalinienne faisait régner la terreur pour défendre ses privilèges, leur fournit pendant plusieurs décennies une justification idéologique et morale -la lutte contre le communisme- aux guerres qu'ils menèrent contre les peuples sur tous les continents.

L'URSS qui partageait avec eux, dans sa zone d'influence, la tâche de maintien de l'ordre mondial, représentait en même temps une possibilité de survie pour les peuples qui cherchaient à échapper à la mainmise de l'impérialisme. Lorsqu'elle s'effondra au début des années 1990, les Etats-Unis restèrent les seuls maîtres du monde.

A la fin des années 1970, les Etats-Unis et leur alliée la Grande Bretagne avaient lancé une vaste offensive libérale pour faire remonter le taux de profit en s'attaquant à toutes les barrières que les travailleurs et les peuples avaient pu opposer à l'exploitation capitaliste et à la domination de l'impérialisme.

La fin de l'URSS ouvrit de vastes champs d'investissement aux capitaux, un triomphe de l'économie de marché dont les habits neufs de règne de la liberté et de la démocratie se révélèrent rapidement n'être qu'un leurre.

En 1990-91, la guerre contre l'Irak, au prétexte de l'invasion du Koweït par cet ancien allié de l'impérialisme, Saddam Hussein, fut la première guerre du « nouvel ordre mondial ». Les Etats-Unis de Bush père rallièrent sous l'égide de l'ONU, une coalition de 33 états (800 000 soldats mobilisés) dont la plupart des pays arabes et l'URSS de Gorbatchev pour délivrer, prétendaient-ils, les peuples de la région du « nouvel Hitler ». Après trois mois de préparation militaire et d'une intense propagande mensongère, les armées de la coalition lancèrent l'offensive « *Tempête du désert* », clouant au sol l'armée irakienne à coups de missiles, tuant au moins 100 000 soldats et civils, dévastant le pays et ses infrastructures. Les télévisions du monde entier retransmirent en direct les images des bombardements prétendument « *chirurgicaux* » jusqu'à ce que la réalité des horreurs de cette guerre ne puisse plus être cachée. Saddam Hussein, qui capitula le 17 février 1991, fut laissé au pouvoir, réprimant les soulèvements des Kurdes et des Chiites du sud de l'Irak. La population irakienne, elle, continua à subir d'horribles privations du fait de l'embargo de la coalition, des frappes aériennes orchestrées par les Etats-Unis et la Grande Bretagne pendant toute la décennie et la dictature de Saddam.

Suivirent des interventions impérialistes sous mandat de l'ONU qualifiées d'humanitaires, en Somalie en 1992, au Rwanda en 1994 -qui permit en réalité d'exfiltrer les responsables locaux du génocide en 1994-, puis, en 1999, la guerre menée sous l'égide cette fois de l'Otan seulement

dans l'ex-Yougoslavie contre le dictateur de la Serbie, Milosevic, qualifié lui aussi de « nouvel Hitler ».

Malgré la formidable propagande déployée par tous les media, le « nouvel ordre mondial » qui était censé amener liberté et démocratie s'avérait rapidement n'être que le règne de la violence la plus brutale et la plus destructrice contre les peuples pour déployer l'économie de marché et la concurrence généralisée, préserver la domination des multinationales et de leurs Etats sous la houlette du plus puissant d'entre eux, les Etats-Unis.

Du 11 Septembre 2001 à la guerre contre Daech : le Moyen orient en plein chaos

En 2001, les attentats du 11 Septembre qui causèrent la mort de 3000 personnes à Manhattan et Washington causèrent stupéfaction, horreur et compassion pour les victimes qui furent immédiatement utilisées par l'administration états-unienne pour lancer une nouvelle guerre contre « l'Axe du mal », le terrorisme islamiste et les Etats « voyous » qui étaient censés l'abriter. Immédiatement après, la guerre fut déclarée contre l'Afghanistan d'où agissait Ben Laden, le chef d'Al Qaida, qui avait fait alliance avec les Talibans qui tenaient le pays.

En réalité ce « mal » qu'ils désignaient maintenant comme l'ennemi n°1, les terroristes islamistes, les Etats-Unis et leurs services secrets les avaient utilisés pendant des années contre l'occupation « soviétique » en Afghanistan. Leurs propres créatures leur avaient échappé. Ben Laden lui-même était un membre de la famille royale d'Arabie Saoudite -Etat fer de lance de l'intégrisme sunnite et allié privilégié des USA- qui s'était retourné contre eux suite aux bombardements sur le Soudan et l'Afghanistan en 1998.

Le 11 Septembre représenta, pour l'impérialisme états-unien, une étape dans le redéploiement de ses forces militaires en fonction des objectifs stratégiques que définissait la nouvelle configuration du monde après l'effondrement de l'URSS. La guerre en Afghanistan justifia l'existence des bases militaires qu'ils avaient installées dans d'anciennes républiques de l'URSS au cours des années 90, la guerre contre la Serbie leur permit d'en installer de nouvelles au Kosovo et celle contre l'Irak dans plusieurs pays d'Europe de l'Est.

Au printemps 2003, les Etats-Unis lancèrent en effet une offensive armée, aérienne et au sol, contre l'Irak accusé d'abriter des armes de destruction massive. Ce fut le début d'une occupation militaire qui se solda par un échec cinglant par rapport aux objectifs affichés dans la « guerre contre le terrorisme ». Elle ne fit que rajouter destructions et souffrances pour la population, nourrissant la haine des armées d'occupation que les intégristes islamistes purent, en l'absence de perspectives progressistes, dévoyer en anti-occidentalisme et qui augmenta les sources de leur recrutement.

Après la crise de 2007-2008, les travailleurs et les peuples du monde entier furent appelés à payer les conséquences de la fuite en avant spéculative des grands groupes financiers. Excédées d'être pressurées et humiliées, les popu-

lations se soulevèrent dans tout le monde arabe, d'abord en Tunisie en 2011, puis en Libye, en Egypte, au Yémen, en Syrie, contre les pouvoirs en place, contre les dictatures. Face à cette vague de révolutions, les puissances impérialistes ou régionales lancèrent des interventions militaires, la France entre autres en Libye, l'Arabie saoudite au Yémen et à Bahreïn. Le dictateur Bachar Al Assad, en Syrie, libéra les islamistes intégristes contre les forces révolutionnaires et n'hésita pas à bombarder sa propre population.

Il s'ensuivit partout une désorganisation et un chaos sur lesquels prospérèrent les milices armées nées de la dislocation de l'État libyen, se réclamant d'Al Qaida. En Syrie, en 2013, une partie d'Al Qaida fit sécession pour donner naissance à l'Organisation de l'État islamique qui se tailla un territoire en Irak et en Syrie. Les uns et les autres organisent un grand nombre d'attentats dont les premières victimes sont les populations, souvent elles-mêmes musulmanes, du Moyen-Orient, d'Afrique, avant les populations des pays européens ou des USA.

Face au bellicisme d'America first, la Chine, force d'équilibre ou nouveau militarisme ?

Enlisés au Moyen-Orient et en Afghanistan, les Etats-Unis sont cependant beaucoup plus préoccupés par les nouveaux rapports de forces en Asie. D'abord terrain d'investissements des multinationales occidentales, la Chine est devenue l'« atelier du monde », la seconde puissance économique mondiale. De 2000 à 2010, 33 % de la croissance mondiale se sont fait en Chine.

Les rapports de force ont été profondément bouleversés, l'hégémonie des Etats Unis remise en cause. Ils ne sont plus la seule puissance dominante et ne peuvent faire face seuls à la nouvelle instabilité du monde.

L'émergence de la Chine est une menace directe pour l'impérialisme américain. La concurrence s'exacerbe alors même que Chine et USA sont indissociablement liés par les nouveaux réseaux économiques mis en place par la mondialisation. La contradiction entre l'internationalisation de la production et des échanges et les intérêts d'Etats rivaux n'a jamais été aussi grande.

Face à l'exacerbation des rivalités économiques et au bellicisme US, la Chine prétend jouer l'apaisement, appelle chacun à « faire preuve de prudence dans leurs mots et leurs actions, et à agir davantage pour apaiser les tensions ». Mais elle se lance elle aussi dans la course à l'armement afin de combler son retard. « *L'armée chinoise doit prendre des mesures fermes pour la construction d'une armée forte [...] Nous devons nous efforcer de transformer les forces armées populaires en une armée de classe mondiale d'ici le milieu du 21^e siècle* » a expliqué Xi Jinping lors du discours d'ouverture du récent congrès du Parti communiste chinois.

Subissant une crise de surproduction majeure du fait de la récession mondiale, la Chine est confrontée au ralentissement de sa croissance (6,7 % en 2016, le taux le plus bas depuis 26 ans) et à une dette croissante. Xi Jinping a beau avoir vanté la transition d'une « *croissance rapide* » vers un développement économique « *axé sur la qualité* », « *l'in-*

novation », la Chine est en quête de nouveaux marchés et débouchés ainsi que de sources d'approvisionnement en matières premières et énergie. Elle s'est lancée dans la construction d'une « *nouvelle route de la soie* » (autoroutes et chemin de fer) qui vise à placer le pays au centre des échanges entre l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Europe. Son objectif : ouvrir des réseaux terrestres vers l'Ouest pour transporter plus rapidement ses marchandises mais aussi ne pas dépendre exclusivement de la voie maritime à la merci des alliés des USA. Il s'agit également pour elle de développer les échanges économiques tout au long des territoires traversés par cette nouvelle voie commerciale. Le projet concerne de nombreux pays (Kazakhstan, Ouzbékistan, pays du Moyen Orient, d'Europe, d'Afrique...) avec à la clé des travaux gigantesques, des milliards de dollars d'investissements et de prêts. Elle vient par exemple d'annuler une dette du Mozambique de 35,5 millions de dollars... en échange du marché de la construction d'un nouvel aéroport ultramoderne. Une conquête prétendument « pacifique ».

Face à l'« *America First* », la Chine et les pays émergents défendent la libre concurrence, l'ouverture des marchés. Cet été, lors du sommet des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), ils ont plaidé pour un « *ordre international plus juste et plus équitable* ». L'Inde et la Chine y ont promis « *un partenariat renforcé pour un avenir plus brillant* »... Mais la veille encore, leurs armées se défiaient le long des frontières himalayennes suite à un différend territorial et au projet d'une nouvelle route militaire chinoise. La rivalité commerciale fait rage entre les deux pays : pour répondre à la « route de la soie » qui la contourne, l'Inde a lancé le projet d'une nouvelle route maritime, « *corridor de la croissance Asie Afrique* », pour une région Indo-Pacifique « *libre et ouverte* », en collaboration avec le Japon, allié des USA.

Dans le même temps au Japon, Shinzo Abe, récemment réélu premier ministre, entend permettre à son pays de redevenir une puissance militaire. Il vient d'annoncer une réforme de la constitution de 1946 qui, votée sous occupation américaine, interdisait toute intervention militaire en dehors du territoire national. En 2015, au nom de la nécessaire défense face à la menace nord-coréenne, une première loi avait autorisé la participation de l'armée à des opérations « de défense » de troupes alliées, suscitant alors la désapprobation d'une majorité de la population. Aujourd'hui Abe entend lever toute restriction.

Réarmement du Japon, renforcement de la présence US dans la zone où stationnent actuellement 80 000 GI, course à l'armement de la Chine, rivalités accrues... on ne peut prévoir jusqu'où peut aller l'escalade militaire dans cette région. Aucune hypothèse ne peut être écartée.

De l'état de guerre permanent à la guerre globalisée

L'exacerbation de la concurrence et la course au leadership s'accompagnent dans le monde entier d'une militarisation croissante, de la mise en coupe réglée des peuples et d'une intensification de l'exploitation des classes ouvrières.

Le mythe de la « mondialisation heureuse » promettant un avenir radieux de bien-être et de paix grâce à l'ouverture des marchés et aux vertus de la « libre » concurrence, synonyme de démocratie... a laissé place à la réalité crue des rapports de domination et d'exploitation, à leur violence.

Sur fond de misère extrême et de décomposition sociale, les violences redoublent entre communautés instrumentalisées, dont témoignent les massacres de la minorité musulmane rohingya en Birmanie, pays prétendument en cours de « *processus de démocratisation* », dans l'indifférence la plus totale des grandes puissances.

La guerre fait rage en Irak, en Afghanistan, en Syrie, en Libye, en Palestine... mais aussi dans de nombreux pays africains où les armées occidentales, en particulier l'armée française, maintiennent leur « ordre » pour que leurs multinationales puissent piller « en paix ».

Les USA, qui cherchent à associer leurs alliés au maintien de l'ordre mondial, n'en sont pas moins contraints de se redéployer. Ils ont annoncé l'envoi de nouveaux contingents en Afghanistan en plus des 11 000 militaires déjà sur place. Lors de la dernière assemblée générale de l'ONU en septembre, Trump a une nouvelle fois déclaré : « *L'Amérique, c'est le bien [...] nous aurons l'armée la plus puissante que nous ayons jamais eue* ». Une armée d'1,3 million d'hommes, forte de 8 800 tanks, 14 000 avions, 10 porte-avions, plus de 50 sous-marins nucléaires, 7 400 ogives nucléaires, sans compter les nouveaux équipements promis... Le budget militaire américain 2018 est en hausse de 9 % : 639 milliards de dollars, 16 % du budget national.

Grandes puissances comme puissances émergentes ou régionales tentent de conserver ou d'accaparer des parts de marché, de contrôler territoires et matières premières. Dans la lutte mondiale pour l'appropriation des richesses, de nouvelles forces aspirent à prendre leur part telles Daech ou Al Qaida, nouveaux seigneurs de guerre produits des guerres impérialistes, utilisant le terrorisme djihadiste et l'obscurantisme religieux intégriste pour soumettre les populations.

Le monde entier s'enfoncé dans une spirale de violence et de guerres, un chaos né de la décomposition libérale, de la fuite en avant des grandes puissances pour maintenir leur leadership.

Le 23 octobre, alors qu'à Kaboul les attentats venaient de faire 200 morts et des centaines de blessés, le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson (par ailleurs ancien PDG d'Exxon Mobil), s'invitait sur une base militaire américaine à 50 kilomètres de là, affirmant la volonté des USA de « *continuer de lutter contre les talibans et les autres groupes terroristes de façon à ce qu'ils comprennent qu'ils ne gagneront jamais au plan militaire* »... avant d'ajouter : « *il y a une place pour eux au gouvernement s'ils sont prêts à le rejoindre, à renoncer au terrorisme, à renoncer à la violence et à s'engager pour un Afghanistan stable et prospère* ». Les USA, comme l'ensemble des puissances impérialistes, n'ont jamais eu la moindre hésitation à utiliser les seigneurs de guerre locaux et autres dictateurs

sanguinaires. Leur problème n'est pas de les défaire mais de se les soumettre et de les intégrer dans la lutte pour le maintien de leur hégémonie et de leurs profits.

Moyen-Orient et Proche-Orient sont déstabilisés par les interventions des puissances impérialistes et par la réaction des régimes et des forces obscurantistes contre les révolutions arabes. Des régimes dictatoriaux, militaires, font régner la terreur, répriment les populations, à l'image du général Sissi en Egypte, récemment reçu en grandes pompes à l'Élysée... Dans la Turquie voisine, la dictature d'Erdoğan (qualifié de « *partenaire essentiel* » par Macron) flatte chaque jour un peu plus les sentiments nationalistes et antioccidentaux pour mieux diviser et soumettre sa population, bâillonner toute opposition, toute aspiration démocratique, dont celles du peuple kurde. Alors que les relations se tendent avec les USA, la Turquie, membre de l'Otan, ne cache pas ses relations avec la Russie de Poutine avec qui elle vient de passer un contrat d'armement.

L'ensemble de ces tensions ont pour cadre la compétition aigüe que se livrent les principales puissances et plus particulièrement les États-Unis prêts à tout pour conserver leur hégémonie face à leur principal rival, la Chine, qui tente de rattraper son retard militaire. Un affrontement au sein duquel des puissances comme la Russie, la Turquie, l'Inde tentent de jouer leur propre partie, participant de la militarisation et de l'instabilité générales.

On ne peut exclure que l'état de guerre permanent intrinsèquement lié à la mondialisation capitaliste, au chaos qu'elle génère, ne débouche demain sur un affrontement militaire majeur pour le leadership mondial. Les États n'y sont pas prêts mais l'envisagent et s'y préparent. Mais rien n'est écrit, l'intervention de la classe ouvrière et des classes exploitées peut ouvrir une toute autre perspective.

Militarisme et état d'urgence permanent ou la militarisation de l'opinion

Les bourgeoisies n'ont d'autre réponse à la faillite de leur système qu'une fuite en avant qui ne peut qu'aggraver les tensions économiques, les rivalités internationales et l'engrenage militaire... mais aussi la révolte sociale, celle des populations opprimées soumises quotidiennement à une violence inouïe, aux dévastations, et celle des travailleurs et travailleuses répartis aujourd'hui sur l'ensemble des continents dont l'exploitation génère les immenses profits accaparés par une poignée. La crainte de cette révolte, de la prise de conscience par des centaines de millions de femmes et d'hommes de la place centrale qu'ils et elles occupent dans l'économie et le fonctionnement de la société, de leur capacité à s'unir et à contester leur pouvoir, est partagée par l'ensemble des classes dominantes par-delà les frontières.

C'est à cela que répondent toutes les politiques d'union nationale tentant de lier les mains des opprimés, de les solidariser de leurs oppresseurs en instrumentalisant la colère et la révolte, en flattant les préjugés xénophobes, racistes, religieux, pour tenter de soumettre l'opinion.

C'est la fonction première de l'instauration de régimes « d'exception » tels le Patriot Act au lendemain du 11

Septembre. Ce texte voté le 26 octobre 2001, dont l'acronyme signifie « *loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme* », a donné au gouvernement des États-Unis les moyens d'un immense flicage dans et hors leurs frontières, permettant entre autre de détenir sans limite toute personne soupçonnée de projet terroriste ou d'accéder aux données informatiques de tous, particuliers ou entreprises, sans autorisation préalable ni information. Initialement prévu pour durer 4 ans, le Patriot Act a sans cesse été renouvelé et enrichi de Bush à Trump en passant par Obama. De même, en France, l'état d'urgence instauré après les attentats du 13 novembre 2015, dont les mesures sont aujourd'hui intégrées au droit commun.

Pour les classes dominantes, la militarisation des esprits, la perversion des consciences des classes exploitées est indissociable de la lutte pour l'accaparement des richesses. Terrorisme islamiste et prétendue « guerre contre le terrorisme » sont devenus en quelques années le quotidien de la population mondiale. Les consciences sont profondément impactées par cette guerre qui se « délocalise », dont les premières victimes sont les populations du monde arabo-musulman mais dont les conséquences ensanglantent le monde entier. Leur choc a un effet paralysant sur les consciences dominées par la propagande des classes dominantes, la militarisation de la société, les effets de la décomposition sociale secrétée par les politiques libérales.

Lutter contre ces effets, se dégager de l'emprise des classes dominantes demande de comprendre les origines, la logique de cet engrenage, de prendre la mesure des affrontements en cours, de leur nature de classe, de l'évolution des rapports de forces et du rôle que peuvent jouer les peuples et la classe ouvrière.

Face à la montée des nationalismes, des extrêmes-droite, des obscurantismes et des intégrismes religieux, face à l'instauration de régimes de plus en plus autoritaires, dictatoriaux qui visent tous à soumettre les opprimés à la défense des intérêts de leurs exploiters, le mouvement ouvrier a sa propre réponse à apporter. Une réponse portant une perspective de classe, internationaliste, fondée sur la coopération des peuples.

Pacifisme, désarmement ou internationalisme prolétarien ?

Le capitalisme a développé à l'échelle du monde une classe ouvrière moderne, chaque jour plus unifiée, qui communique d'un bout à l'autre de la planète en une fraction de seconde. Les régions les plus reculées d'Asie ou d'Afrique, leurs populations, leur classe ouvrière, ont été intégrées de façon brutale dans une nouvelle division internationale du travail. Depuis les usines du Bangladesh jusqu'aux ports d'Afrique ou aux banlieues industrielles de Séoul, Casablanca, Bucarest, Shanghai, Sao Paulo, Detroit, Bombay... un même prolétariat mondial est en train de s'homogénéiser, objectivement lié d'un bout à l'autre du globe, ayant face à lui et à ses luttes les mêmes multinationales et les États à leur service.

Derrière le mirage d'un « *ordre international plus juste et plus équitable* » promis par les faiseurs de guerre, la violence des rapports de domination, la misère extrême, les conséquences écologiques dramatiques de la course aux profits, les guerres, ont profondément transformé le quotidien de millions de femmes, d'hommes et d'enfants. Des transformations sans retour possible qui bouleversent la réalité de la classe ouvrière. Elles se font dans les drames et dans le sang mais portent en elles une dimension révolutionnaire.

La crise des réfugiés illustre de façon révoltante les conséquences de la faillite du libéralisme économique. Et en même temps, par-delà la démagogie xénophobe et raciste qui en fait des boucs émissaires tout désignés, cette crise et le brassage sans précédent qu'elle représente participent d'une prise de conscience internationaliste.

Face aux menaces de conflit militaire majeur, face à l'éventualité qui ne peut être écartée d'une guerre nucléaire, nombreux sont ceux au sein des organisations du mouvement ouvrier qui en appellent au combat pour « la paix », mènent des campagnes en faveur du désarmement nucléaire, en appellent à l'ONU.

Mais il ne peut y avoir d'issue sans que le prolétariat intervienne directement, en unissant ses luttes et ses forces par-delà les frontières pour contester le pouvoir des multinationales et de l'oligarchie financière. Notre combat pour la paix, la démocratie, pour le droit des peuples, est un combat de classe, indissociable de celui pour le socialisme.

En juin 1917, Trotsky de retour en Russie écrivait au cœur de la révolution : « *La tare originelle du pacifisme est fondamentalement la même que celle de la démocratie*

bourgeoise. Sa critique n'aborde que la surface des phénomènes sociaux, elle n'ose pas tailler dans le vif et aller jusqu'aux relations économiques qui les sous-tendent. Le réalisme capitaliste joue avec l'idée d'une paix universelle fondée sur l'harmonie de la raison, et il le fait d'une façon peut-être encore plus cynique qu'avec les idées de liberté, d'égalité et fraternité [...] Théoriquement et politiquement, le pacifisme repose exactement sur la même base que la doctrine de l'harmonie sociale entre des intérêts de classe différents. L'opposition entre États capitalistes nationaux a exactement la même base économique que la lutte des classes. Si l'on croit possible une atténuation graduelle de la lutte des classes, alors on croira aussi à l'atténuation graduelle et à la régulation des conflits nationaux ».

La concurrence mondialisée conduit à la guerre mondialisée.

Face aux ravages de la mondialisation, à la globalisation de la guerre, à la faillite sans retour des classes dominantes, nous voulons œuvrer au regroupement et à l'unité des classes exploitées, du camp international des travailleurs, en rupture avec le capitalisme mondialisé et avec les illusions pacifistes et institutionnelles. Une nouvelle internationale des travailleurs est une nécessité.

En ce sens, nous militons pour contribuer à construire une conscience de classe et pour aider à l'organisation indépendante du monde du travail. Il n'y aura pas d'autre alternative au chaos que l'expropriation par les travailleurs et les peuples eux-mêmes des multinationales, des banques, pour mettre en place une organisation démocratique, planifiée à l'échelle internationale de la production.

Galia Trépère, Isabelle Ufferte